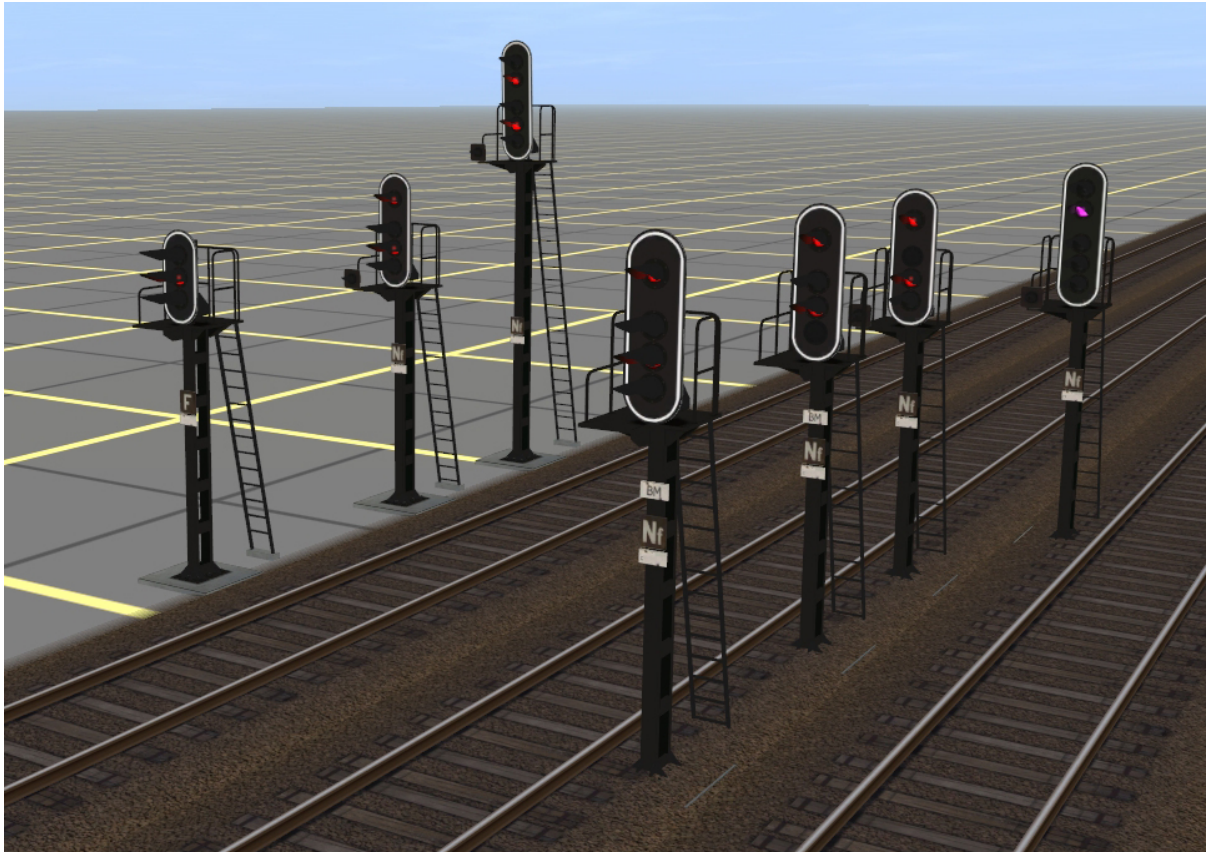
Refusons le dogme de l’ouverture à la concurrence !

Le 30-04-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Michel Quinet, Secrétaire général du Pardem

Le 30 avril 2018



L’ouverture à la concurrence est l’argument qu’utilise en dernier ressort le gouvernement pour justifier sa réforme de la SNCF, comme si c’était une évidence indiscutable, irréfutable.

Qu’en est-il de ce dictat ? C’est la conclusion d’un long marathon de l’Union européenne pour imposer la libéralisation du transport ferroviaire, d’abord du transport des marchandises puis maintenant des voyageurs, comme elle l’a fait avec les télécommunications, l’énergie, avec les résultats que l’on sait. Depuis 1991,

inlassablement, l'UE a enchaîné les directives, les livres blancs, les paquets, pour aboutir au quatrième paquet en 2016, qui doit sublimer le grand œuvre libéral.

Mais les travailleurs savent ce que signifie l'ouverture à la concurrence. C'est la perte du statut qui les protégeait, la détérioration de leurs conditions de travail, la mise concurrence des salariés entre eux. Ils le savent dans les transports routiers, dans les télécoms, à la Poste, dans les hôpitaux et les services de soins à la personne, dans l'énergie.

Les usagers aussi le savent, qui ont vu se dégrader les services et augmenter les prix. Dans les transports, les prix augmentent et les dessertes locales diminuent ou sont supprimées, les installations ne sont pas maintenues au niveau où elles le devraient, entraînant des allongements, quotidiens pour certains, de temps de transport. Dans les hôpitaux le temps d'attente pour avoir un rendez-vous explose, les urgences sont saturées, la qualité des soins se détériore. La Poste facture maintenant des services à la personne qui étaient rendus naturellement pas les facteurs et factrices et ose présenter cela comme un progrès !

Nos voisins britanniques savent ce qu'il en est de l'ouverture du rail à la concurrence : augmentation des prix et des accidents, au point que le gouvernement a dû renationaliser les infrastructures. Partout où l'énergie a été ouverte complètement à la concurrence, les prix ont augmenté et les bénéfices des opérateurs aussi !

L'ouverture à la concurrence signifie la mort des services publics que l'on remplacera par des services au public, qui bénéficieront aux seuls clients solvables. Pour les autres il ne restera qu'un service minimum. Où est l'égalité de traitement qui a présidé à la mise en place des services publics ? Ils représentent un patrimoine social que nous ne pouvons pas laisser les classes dominantes dilapider et se partager comme elles ont commencé à le faire sous la houlette de l'Union européenne.

Mai sera fertile en manifestations de refus de la politique de Macron et de son gouvernement, le Pardem sera dans les manifestations et appelle les citoyens à y participer pour affirmer notre refus de la contre-révolution néolibérale que l'UE, Macron et consorts veulent nous imposer.

Le 1er mai, nous serons dans les cortèges célébrant la fête des travailleurs, le 5 mai nous ferons « La fête à Macron » au Louvre, le 13 mai nous dirons « Macron un an ça suffit » place de la République, le 22 mai, nous répondrons à l'appel unitaire des syndicats de fonctionnaires.

Nous ne sommes pas encore à la convergence des luttes mais toutes ces manifestations doivent ponctuer les grèves des cheminots, des personnels de santé, des postiers, des électriciens, des étudiants, qui se développent. Ils ne luttent pas pour la défense de privilèges exorbitants et indus. Ils luttent pour des conditions de travail et de vie corrects, pour avoir les moyens d'offrir aux usagers que nous sommes un vrai service public. Nous devons être présents, à leur côté dans ce combat.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire